



Arrêt

n° 235 998 du 26 mai 2020
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître P. HUGET
Rue de la Régence 23
1000 BRUXELLES

Contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté, et désormais par
la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et
la Migration**

LA PRÉSIDENTE F. F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 2 septembre 2013 par Madame X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation de « *la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour [...], fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 [...], prise le 21 mai 2013, notifiée le 1^{er} août 2013, ainsi que [...] [de] l'ordre de reconduire y afférent* ».

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 19 décembre 2019 convoquant les parties à l'audience du 21 janvier 2020.

Entendue, en son rapport, Mme M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendus, en leurs observations, Me P. HUGET, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante a déclaré être arrivée en Belgique le 15 janvier 2001, munie de son passeport national revêtu d'un visa valable jusqu'au 2 mars 2001.

1.2. Le 25 novembre 2009, elle a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la Loi, laquelle a été déclarée non fondée le 26 novembre 2010. Le recours introduit contre cette décision auprès du Conseil du Contentieux des étrangers (ci-après le Conseil) a été rejeté par un arrêt n° 78.088 du 27 mars 2012, la décision attaquée ayant été retirée par la partie défenderesse en date du 8 février 2012.

1.3. Le 8 février 2012, la partie défenderesse a pris à l'encontre de la requérante une nouvelle décision de rejet de la demande précitée du 25 novembre 2009, assortie d'un ordre de quitter le territoire. Le recours introduit contre ces décisions auprès du Conseil a été rejeté par un arrêt n° 154.187 du 9 octobre 2015.

1.4. Le 13 septembre 2012, la requérante a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la Loi.

1.5. En date du 21 mai 2013, la partie défenderesse a pris à l'encontre de la requérante une décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour précitée.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Madame [L.F.] déclare être arrivée en Belgique au courant de l'année 2002. Elle joint, à sa présente demande, une copie de son passeport national non revêtu d'un visa. Elle n'a sciemment effectué aucune démarche à partir de son pays d'origine en vue d'obtenir une autorisation de séjour ; elle s'est installée en Belgique de manière irrégulière sans déclarer son entrée auprès des autorités compétentes. Elle séjourne sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la présente demande et par celle du 25.11.2009, toutes les deux introduites sur base de l'article 9bis. La requérante n'allègue pas qu'elle aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter le Maroc, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique. Il s'ensuit qu'elle s'est mise elle-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est restée délibérément dans cette situation, de sorte qu'elle est à l'origine du préjudice qu'elle invoque (C.E. 09 juin 2004, n° 132.221).

Madame [L.F.] invoque, au titre de circonstance exceptionnelle, le respect de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales et de l'article 22 de la Constitution belge en raison de la relation amoureuse, de la vie de couple qu'elle mène avec un ressortissant marocain établi en Belgique. Elle déclare s'être mariée, par procuration, le 18.02.2012 au Maroc avec Monsieur [C.A.], avec qui elle souhaiterait fonder une famille. Or, notons qu'un retour au Maroc, en vue de lever l'autorisation requise pour permettre son séjour en Belgique, ne constitue pas une violation de cet article de par son caractère

temporaire et cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. De plus, une séparation temporaire de la requérante d'avec ses attaches en Belgique ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans le droit à sa vie familiale et privée. Un retour temporaire vers le Maroc, en vue de lever l'autorisation pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture des liens privés et familiaux de la requérante, mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser sa situation.

Considérons en outre que ledit article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale du requérant et qui trouve son origine dans son propre comportement (...) (C.E., 25 avril 2007, n°170.486).

Observons en outre les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Ezzouhdi c.France, n° 47160/99, 13 février 2001, § 34 ; Kwakie-Nti et Dufie c. Pays-Bas (déc), n° 31519/96, 7 novembre 2000 ; Cour Européenne des Droits de l'Homme arrêt n°6/26.354 du 06/05/2004 AVCI contre Belgique). D'autant plus que rien n'empêche le compagnon de l'intéressée de l'accompagner ou de lui rendre visite pendant le temps nécessaire à la levée des autorisations de séjour. Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle.

La requérante invoque le fait d'avoir entrepris des démarches sur le territoire pour régulariser sa situation notamment par l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9bis en date du 25.11.2009. Notons tout d'abord que les dernières démarches ont été entreprises par Madame qui était en situation et est en situation illégale sur le territoire de sorte qu'elle est à l'origine du préjudice qu'elle invoque. En outre, quant aux démarches accomplies, on ne voit pas en quoi cela constitue une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire de l'intéressé dans pays d'origine afin de lever l'autorisation de séjour provisoire car il lui revient de se conformer à la législation en vigueur en matière d'accès, de séjour et d'établissement sur le territoire belge, à savoir lever les autorisations requises auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence. Aussi, la circonstance exceptionnelle n'est pas établie.

L'intéressée a introduit, par le biais de son avocat, un recours en annulation contre la décision de l'Office des Etrangers du 08.02.2012 devant le Conseil du Contentieux et celui-ci est toujours en cours. Toutefois, précisons que cette procédure n'a aucun effet suspensif.

Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier

celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. L'intéressée doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ».

1.6. A la même date, le requérant s'est vu délivrer un ordre de quitter le territoire (annexe 13). Cette décision qui constitue le second acte attaqué, est motivée comme suit :

« En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précitée :

1° il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :

L'intéressée est en possession d'un passeport mais celui-ci est non revêtu d'un visa ».

2. Question préalable

2.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève une exception d'irrecevabilité du recours en tant qu'il est dirigé contre l'ordre de quitter le territoire délivré à la requérante.

Elle expose en substance que *« la partie requérante n'a pas intérêt à attaquer l'ordre de quitter le territoire puisque depuis l'entrée en vigueur le 27 février 2012 de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980 nouveau, elle est obligée de donner un ordre de quitter le territoire lorsque l'étranger se trouve dans le cas visé au point 1° de l'alinéa 1^{er} de cet article 7 comme en l'espèce, sa compétence étant liée ; [qu'] une annulation de l'ordre de quitter le territoire ne pourrait en effet lui procurer un avantage, ce d'autant plus que l'intéressée était au moment de l'introduction de sa demande 9bis déjà sous l'emprise d'un ordre de quitter le territoire exécutoire ».*

2.2. En l'espèce, il ressort des travaux préparatoires de la loi du 19 janvier 2012, laquelle assure la transposition partielle de la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, que l'obligation de prendre une décision de retour à l'encontre de tout ressortissant d'un pays tiers qui est en séjour illégal sur le territoire ne vaut évidemment pas si le retour effectif d'un étranger entraîne une violation des articles 3 et 8 de la CEDH (Doc. Parl., 53, 1825/001, p. 17).

Il en résulte que si la partie défenderesse doit, dans certains cas déterminés à l'article 7 de la Loi, délivrer un ordre de quitter le territoire, à tout ressortissant d'un pays tiers se trouvant sur le territoire belge en séjour irrégulier, cette obligation ne doit pas s'entendre comme s'imposant à elle de manière automatique et en toutes circonstances. Ainsi, le caractère irrégulier du séjour ne saurait suffire à lui seul à justifier la délivrance d'un ordre de quitter le territoire sans que d'autres facteurs, notamment liés à la violation des droits fondamentaux garantis par les articles 3 et 8 de la CEDH soient également pris en compte, en manière telle que la partie défenderesse n'est pas dépourvue en la matière d'un certain pouvoir d'appréciation.

Le Conseil rappelle que l'intérêt au recours doit persister jusqu'au prononcé de l'arrêt. L'actualité de l'intérêt au recours constitue en effet une condition de recevabilité de celui-ci, qui ne peut être confondue avec le champ d'application du contrôle de légalité que le Conseil est amené à exercer sur une décision attaquée, dans le cadre d'un recours recevable.

Dans la mesure où, en l'espèce, la requérante invoque en termes de requête la violation des articles 3 et 8 de la CEDH, l'exception d'irrecevabilité soulevée par la partie défenderesse ne saurait être retenue.

3. Exposé du moyen d'annulation

3.1. La requérante prend un moyen unique *« de la violation : des articles 3, 8 et 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; des articles 22 de la Constitution ; de l'article 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; des articles 1, 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation des actes administratifs ; du principe général de bonne administration d'examen minutieux et complet des données de la cause ; du devoir de prudence ; de l'erreur manifeste d'appréciation »*.

3.1.1. Dans ce qui s'apparente à une troisième branche, intitulée *« problèmes de santé »*, la requérante expose qu'elle *« souffre d'un problème de fertilité ; que le couple souhaite fonder une famille avec enfant ; que pour ces raisons, la partie requérante et son époux ont entamé des démarches médicales pour permettre au couple de fonder une famille ; que ce point a été soulevé par la partie requérante dans sa demande d'autorisation de séjour (cfr. p. 20 de la demande) ; que bien que non contesté par la partie adverse, ce point n'a fait l'objet d'aucune motivation ; qu'il semble dès lors qu'il n'en ait pas été tenu compte ; qu'il s'agit pourtant d'une circonstance exceptionnelle qui rend particulièrement difficile un retour au pays d'origine [...] ; [que] la démarche de fonder une famille est lourde et douloureuse, en raison d'un problème de fertilité qui se pose ; que la partie requérante est suivie par des spécialistes, en qui elle a confiance ; que son époux constitue un appui important et indispensable dans cette démarche qu'il est évident qu'elle ne pourra poursuivre celle-ci dans son pays d'origine sans la présence de son époux qui lui ait (sic) physiquement et moralement indispensable dans cette épreuve ; qu'en l'espèce, aucune réponse n'a été donnée à ces problèmes de santé alors qu'ils ont été soulevés dans la demande d'autorisation de séjour en tant que circonstances exceptionnelles ; que partant, la motivation de la décision contestée est insuffisante et elle doit être annulée »*.

4. Examen du moyen d'annulation

4.1. Sur la troisième branche du moyen unique, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle des actes administratifs implique que la décision administrative fasse apparaître, de façon claire et non équivoque, le raisonnement de son auteur de manière à permettre à l'administré de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle.

Par ailleurs, lorsque l'administré estime que l'obligation de motivation matérielle a été violée par l'autorité administrative, il est appelé à démontrer que les constatations

factuelles sur lesquelles s'appuie la décision attaquée ne sont pas exactes, ou que les conclusions que l'autorité administrative en déduit sont manifestement déraisonnables.

4.2. Le Conseil rappelle également qu'une demande d'autorisation de séjour, introduite en application de l'article 9*bis* de la Loi requiert un double examen de la part de l'autorité, à savoir, d'une part, la recevabilité de la demande, eu égard aux circonstances exceptionnelles invoquées, d'autre part, le fondement de la demande de séjour.

L'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Il s'ensuit que l'administration n'est pas liée par la distinction entre circonstances exceptionnelles et motifs de fond présentée dans la demande d'autorisation de séjour. Elle peut examiner en tant que circonstances exceptionnelles des éléments que l'intéressé a invoqués pour justifier la demande au fond pour autant qu'il découle, sans hésitation possible, de l'ensemble de l'acte qu'elle a entendu demeurer au stade de la recevabilité et que le demandeur ne puisse se méprendre sur la portée de la décision.

Dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9*bis* de la Loi, l'appréciation des « *circonstances exceptionnelles* » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé. Il a par ailleurs déjà été jugé que les « *circonstances exceptionnelles* » sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement.

Les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9*bis* de la Loi sont donc des circonstances dérogatoires destinées, non pas à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier les raisons pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger.

4.3. En l'espèce, à la lecture du dossier administratif, le Conseil observe que dans sa demande d'autorisation de séjour datée du 13 septembre 2012, la requérante a notamment fait valoir le problème de fertilité dont elle souffre et le fait qu'elle a entamé des démarches médicales avec son époux en vue de leur permettre de fonder une famille avec enfant.

En date du 21 mai 2013, la partie défenderesse a pris à l'encontre de la requérante une décision d'irrecevabilité de ladite demande, considérant que les éléments invoqués par la requérante ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. Comme circonstances exceptionnelles exposées par la requérante dans sa demande d'autorisation de séjour, la partie défenderesse a précisément examiné les éléments suivants : le respect de l'article 8 de la CEDH et de l'article 22 de la Constitution, en raison de la raison amoureuse et de

la vie de couple qu'elle mène avec son époux établi en Belgique ; le fait d'avoir entrepris des démarches sur le territoire pour régulariser sa situation, notamment par l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la Loi ; le recours en annulation introduit contre une décision du 8 février 2012 qui serait encore pendant devant le Conseil de céans.

Toutefois, le Conseil constate que la motivation du premier acte attaqué ne s'étant limitée qu'aux éléments précités, ne peut être considérée comme suffisante, dès lors qu'il ressort de ces motifs que la partie défenderesse est restée en défaut d'examiner la situation particulière de la requérante qui a indiqué, dans sa demande d'autorisation de séjour, souffrir de problème de fertilité et avoir entamé un suivi médical avec son époux, en tant que cet élément pourrait constituer une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la Loi.

En conséquence, la partie défenderesse ne pouvait se contenter de considérer que « *les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle* », sans devoir tenir compte de l'élément précité dont elle avait une connaissance effective et suffisante, lequel peut, le cas échéant, constituer, en effet, une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la Loi.

Le Conseil tient à souligner que dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, la partie défenderesse n'est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement. Or, la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse est restée en défaut de prendre en considération le fait que la requérante souffrirait de problème de fertilité et aurait entamé un suivi médical avec son époux. Dès lors qu'il apparaît que la partie défenderesse n'a pas statué sur cet élément, l'acte attaqué ne répond pas à l'obligation de motivation imposée par les dispositions visées au moyen.

4.4. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse expose notamment que « *la partie adverse ne peut que constater que si la partie requérante a mentionné à la page 20 de sa demande qu'ils auraient entamé des démarches médicales pour permettre au couple de fonder une famille, force est de constater qu'aucun document établissant la moindre démarche en ce sens n'a été joint à la demande qui contenait uniquement le passeport de la partie requérante et la carte d'identité de monsieur [C.]. Elle entend en outre observer que si la partie requérante estimait avoir des problèmes de santé justifiant l'introduction d'une demande sur le territoire belge, il lui appartenait alors de formuler une demande sur pied de l'article 9ter, et ce qu'elle n'a pas fait reconnaissant ainsi à tout le moins implicitement qu'il n'y avait de circonstance exceptionnelle d'ordre médical. Elle estime enfin que la partie requérante n'a pas intérêt à lui reprocher de ne pas avoir considéré que des démarches non démontrées par le moindre document probant constitueraient une circonstance exceptionnelle* ».

A cet égard, le Conseil considère que la partie défenderesse ne saurait se prévaloir de ces observations pour conférer *a posteriori* à sa décision la motivation dont elle est dépourvue, de sorte que lesdites observations ne sont pas de nature à renverser les développements repris *supra* et sont, dès lors, insuffisantes à rétablir la légalité de la décision litigieuse.

4.5. En conséquence, en tant qu'elle dénonce la violation de l'obligation de motivation déduite des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, ainsi que celle des articles 9bis et 62 de la Loi, la troisième branche du moyen unique est fondée et suffit à justifier l'annulation

du premier acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4.6. S'agissant du second acte attaqué, à savoir l'ordre de quitter le territoire délivré à la requérante le 21 mai 2013, étant donné que ledit acte a été pris en exécution du premier acte attaqué et en constitue donc l'accessoire, il convient également d'annuler cet ordre de quitter le territoire.

5. Débats succincts

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Les décisions attaquées étant annulées par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9*bis* de la Loi, prise à l'encontre de la requérante le 21 mai 2013, ainsi que l'ordre de quitter le territoire subséquent, sont annulés.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six mai deux mille vingt par :

Mme M.-L. YA MUTWALE, Présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme D. PIRAUX, Greffière Assumée

La greffière,

La présidente,

D. PIRAUX

M.-L. YA MUTWALE